

*Initiatives ministérielles*

imposé la TPS, cause de tant de destruction et de ravages dans l'économie canadienne.

C'est en partie parce qu'elle n'a pas été harmonisée au départ, mais essentiellement parce qu'elle était en vigueur et qu'elle a tellement contribué à décourager l'activité économique au Canada et à la pousser au Sud de la frontière. Elle est en partie responsable de la grave récession dans laquelle se trouvent actuellement les Canadiens.

Pour conclure, j'espère qu'au cours de l'examen de ce projet de loi en comité, nous aurons, en tant que parlementaires, la possibilité de l'étudier minutieusement, de voir ce qui a été négocié avec les gouvernements provinciaux, et d'examiner ce que ça signifie pour les paiements de péréquation et les transferts ainsi que pour la responsabilité extrêmement importante qu'a le gouvernement de protéger les intérêts des Canadiens où qu'ils habitent.

J'espère et je compte bien que cet examen pourra se faire au cours des trois prochaines semaines. Je regrette que nous n'ayons pas plus de temps pour le faire, pour examiner de façon vraiment sérieuse cette mesure législative tout à fait fondamentale.

**M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter mon collègue le député de Cap-Breton Highlands—Canso. Je voudrais aussi lui poser une question à propos de la présence fédérale.

Il y a quelques mois, lors d'une causerie radiodiffusée ou je ne sais trop à quelle occasion, le premier ministre du Canada a déclaré qu'il faut que les Canadiens soient plus patriotes. Cela a fait la manchette de tous les quotidiens de Toronto et probablement aussi de la plupart des journaux partout au pays. Pour tout vous dire, j'étais d'accord avec lui. Je crois moi aussi que les Canadiens devraient être plus patriotes.

Je crois cependant que, de la façon dont il démantèle les programmes et se décharge des responsabilités fédérales sur les provinces comme il est en train de le faire, le premier ministre nuit plutôt à la présence fédérale au pays, ce qui finira par détruire ce même patriotisme.

Le député a fait état de paiements de transfert ou de péréquation totalisant près de 30 milliards de dollars. Je me demandais ce qu'il penserait de l'idée que ces transferts, ces paiements de péréquation, aillent de pair avec une certaine présence fédérale, c'est-à-dire que les fonds que les universités, hôpitaux et autres institutions reçoivent du gouvernement national en vertu de ces arrangements se traduisent d'une façon ou d'une autre par une présence fédérale qui finirait par susciter le

patriotisme, cela même qui nous fait si gravement défaut au dire du premier ministre.

**M. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, je voudrais remercier mon collègue de Broadview—Greenwood qui a exprimé lui-même dans tant d'interventions créatives à la Chambre et ailleurs des idées qui peuvent conduire à ce renouvellement du patriotisme et de la fierté nationale que nous pouvons avoir à juste titre en tant que Canadiens et que nous avons besoin d'exprimer plus ouvertement.

L'un des problèmes du gouvernement et du premier ministre, à mon avis, est que ce dernier a fait preuve de peu d'enthousiasme et d'une attitude timorée, face peut-être à l'opposition de certaines régions de notre pays, quand il s'agit d'affirmer la fierté des Canadiens et d'être canadien, et de refléter celle-ci dans nos institutions nationales.

Il existe une foule d'exemples où le gouvernement a agi ainsi. Comme l'a mentionné mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell, la suppression de Postes Canada du logo de la Société canadienne des postes en est un petit exemple. Un autre exemple est l'absence de Radio-Canada. Il y a aussi le manque de patriotisme qui a choqué mes électeurs, lorsque, dans sa tournée, l'Orchestre du Centre national des arts ne jouera pas l'hymne national dans la province de Québec, et que le premier ministre du Canada a refusé d'en réprimander les responsables.

Ce ne sont là que quelques exemples où nous, les Canadiens qui voulons affirmer notre identité canadienne de façon à ce qu'elle transcende notre identité locale, avons besoin de voir donner l'exemple par notre gouvernement pour ce faire. Et le député a tout à fait raison; ce serait une excellente idée que d'arborer le drapeau canadien, et d'identifier par un symbole de sa participation les programmes auxquels participe le gouvernement canadien.

Cela se faisait au temps du gouvernement libéral. On voyait des symboles manifestant très clairement la présence fédérale; c'était là une source de fierté et cela montrait aux Canadiens que leurs impôts avaient contribué à réaliser tel ou tel projet.

Ces gestes et ces symboles sont importants, surtout en ce moment crucial.

**M. Jesse Flis (Parkdale—High Park):** Monsieur le Président, je voudrais simplement attirer l'attention des Canadiens sur le fait que les conservateurs, qui avaient promis de ne pas toucher à la formule des transferts, n'ont pas tenu promesse. En 1986, ils ont réduit les paiements de transfert de 2 p. 100, et en 1989-1990, de 1